



L A M A R T H E
P A R I S

Société anonyme au capital de 829.185,20 €
Siège social : 19 avenue de l'Opéra
75001 PARIS
RCS 572 050 771

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2008

SOMMAIRE

Bilan actif	Page 3
Bilan passif	Page 4
Compte de résultat	Page 5
Tableaux de flux de trésorerie	Page 6
Faits caractéristiques	Page 7
Périmètre de consolidation	Page 9
Règles et méthodes d'évaluation	Page 10
Immobilisations incorporelles	Page 15
Immobilisations corporelles	Page 16
Immobilisations financières	Page 17
Stocks	Page 17
Créances clients et comptes rattachés	Page 17
Autres créances et comptes de régularisation	Page 17
Impôts différés actifs	Page 18
Charges constatées d'avance	Page 18
Disponibilités	Page 18
Tableau de variation des capitaux propres et capital potentiel	Page 19
Provisions pour risques et charges	Page 19
Impôts différés passifs	Page 20
Emprunts et dettes financières	Page 20
Autres dettes et comptes de régularisation	Page 21
Chiffre d'affaires	Page 21
Autres produits d'exploitation	Page 21
Achats consommés	Page 22
Charges du personnel	Page 22
Autres charges d'exploitation	Page 22
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	Page 22
Résultat financier	Page 23
Résultat exceptionnel	Page 23
Impôt sur le résultat	Page 23
Réconciliation impôt théorique et impôt effectivement acquittés	Page 23
Autres informations	Page 24

1.1. Comptes consolidés

(A) Bilan Actif

(en K€)	notes	31/12/08	31/12/07
Actif immobilisé:			
Ecart d'acquisition	4,1	48	58
Immobilisations incorporelles nettes	4,1	3 726	3 190
Immobilisations corporelles nettes	4,2	4 092	2 167
Immobilisations financières	4,3	253	214
Total actif immobilisé		8 119	5 629
Actif circulant:			
Stocks et encours	4,4	7 596	9 253
Créances clients et comptes rattachés nets	4,5	3 080	2 662
Autres créances et comptes de régularisation	4,6	6 089	5 422
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	4,7	211	834
Total actif circulant		16 976	18 171
TOTAL ACTIF		25 095	23 800

(B) Bilan Passif

(en K€)	notes	31/12/08	31/12/07
Capitaux propres			
Capital	4,8	829	681
Primes d'émission	4,8	5 180	3 867
Réserves consolidées	4,8	4 625	5 081
Ecart de conversion	4,8	-41	-12
Résultat net consolidé	4,8	-3 526	-410
Capitaux propres du Groupe		7 067	9 207
Provisions pour risques et charges	4,9	769	689
Dettes			
Emprunts et dettes financières	4,10	10 705	9 194
Fournisseurs et comptes rattachés		3 993	3 359
Autres dettes et comptes de régularisation	4,11	2 561	1 351
Total dettes		17 259	13 904
TOTAL PASSIF		25 095	23 800

(C) Compte de résultat

(en K€)	notes	31/12/08	31/12/07
Chiffre d'affaires	5,1	15 076	16 274
Autres produits d'exploitation	5,2	262	612
<i>total produits d'exploitation</i>		15 338	16 886
Achats consommés	5,3	4 218	3 514
Charges de personnel	5,4	5 465	5 328
Autres charges d'exploitation	5,5	7 331	7 120
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	5,6	1 055	835
<i>total charges d'exploitation</i>		18 069	16 797
Résultat d'exploitation		- 2 731	89
Produits financiers	5,7	338	48
Charges financières	5,7	- 1 333	-692
Résultat courant avant impôt		-3 726	-555
Résultat exceptionnel net	5,8	- 1 364	-37
Impôts sur les résultats	5,9	1 574	192
Résultat net des sociétés intégrées		- 3 516	-400
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	5,6	- 10	-10
Résultat net de l'ensemble consolidé		- 3 526	-410
Intérêts minoritaires			0
Résultat net - part du Groupe		- 3 526	-410

Résultat par action	- 1.70 €	- 0.24 €
Résultat dilué par action	- 1.70 €	- 0.24 €

(D) Tableaux de flux de trésorerie

(en K€)	31/12/2008	31/12/2007
Résultat net	-3 516	-400
Variation net des amortissements et provisions	984	742
Variation des impôts différés	-1 462	-242
Autres variations sans incidence trésorerie	102	
A - MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	-3 892	100
Variation de stock (net)	1 657	-1 618
Variation des créances d'exploitation (net)	481	-397
Variation des dettes d'exploitation	1 844	-716
B - VARIATION DU BFR	3 982	-2 731
C - FLUX NET SUR ACTIVITÉ (A+B)	90	-2 631
Acquisitions nettes des immobilisations	-3 639	-1 296
Variation immobilisation financière	-39	-31
D - FLUX NET SUR INVESTISSEMENTS	-3 678	-1 327
Nouveaux emprunts	1 494	3 797
Remboursements d'emprunts	-1 132	-1 159
E - FLUX NET SUR FINANCEMENT	362	2 638
Augmentation du capital et prime d'émission net	1 425	0
F - FLUX NET SUR AUGMENTATION DU CAPITAL	1 425	0
G - VARIATION DE TRESORERIE (C+D+E+F)	-1 801	-1 321
Disponibilités	834	1 261
Concours bancaires courants y/c écart de conversion	-3 434	-3 633
Trésorerie ouverture	-2 600	-2 372
Ecart de conversion	-41	-12
Disponibilités	211	834
Concours bancaires courants	-4 571	- 3 422
Trésorerie clôture	-4 401	-2 600

1 Faits caractéristiques

1.1 Faits marquants de l'exercice

- Ouverture le 25 mars 2008 d'une nouvelle boutique en propre à Paris, 19 rue Ferdinand Duval angle rue des Rosiers, quartier du Marais

- Le 11 juin 2008, dans le cadre de l'augmentation capital, ont été émises 371.590 actions de la Société d'une valeur nominale de 0,4 euro, au prix de 4,13 euros par action, prime d'émission de 3,73 euros comprise. Le montant de l'augmentation de capital s'élève à 148.636 euros.

La somme de 1.386.030,70 euros est affectée au compte prime d'émission, sur lequel sont prélevés les frais de l'augmentation de capital intervenue qui s'élèvent à 108.494,20 euros.

- Au mois de Juillet 2008, la société Oxirom a acquis le bâtiment de production dans la région de Sibiu.

- Début novembre 2008, ouverture de la boutique en ligne : www.lamarthe.com.

1.2 Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

- Comme annoncé dans son communiqué de presse du 19 janvier dernier, le Groupe Lamarthe a finalisé la cession de ses activités de modelage, prototypage, achats, approvisionnements, production et contrôle qualité. Cette réorganisation, effective depuis le 1^{er} avril dernier permet au Groupe d'accroître la flexibilité de sa structure et d'améliorer son BFR en se recentrant sur ses activités à forte création de valeur (le style, le marketing et les ventes).

- Le 30 mars 2009, la société mère Lamarthe S.A. a signé avec l'ensemble de ses banques créancières un protocole de conciliation dans le cadre de l'article L. 611-4 et suivants du Code de commerce prévoyant :

- Un aménagement des conditions de remboursement de son endettement court et moyen terme. La Société bénéficie désormais d'un moratoire de remboursement de l'endettement moyen terme pour une durée de 10 mois à compter du 1er avril 2009. Son endettement court terme fait l'objet d'une consolidation sur 5 ans jusqu'au 31 janvier 2014 avec franchise de remboursement jusqu'en janvier 2011.

- Un maintien des concours bancaires à court terme pour une durée de 18 mois, soit jusqu'au 30 septembre 2010.

- L'octroi d'un nouveau concours bancaire à hauteur de 324 milliers d'euros

- Par ailleurs, dans le cadre de cet accord, certaines banques ont consenti à la Société un nouveau concours destiné à financer son exploitation.

Cet accord, homologué par le Tribunal de Commerce de Paris, permet à la Société de sécuriser son endettement bancaire et d'adapter le rythme de son remboursement à ses prévisions d'activités.

L'incidence de ce protocole sur les dettes bancaires de la société mère française peut s'analyser comme suit :

	Dettes au 31/12/08	<i>Echéancier de remboursement</i>					
		2009	2010	2011	2012	2013	2014
Emprunts bancaires	2 292 524	716 168	569 957	538 579	307 819	160 000	-
Concours bancaires courants	1 954 097	1 954 097					
Dettes financières avant protocole	4 246 621	2 670 265	569 957	538 579	307 819	160 000	-
Incidence du protocole de conciliation	-	- 2 467 092	78 827	623 720	783 745	807 188	173 613
Dettes financières après protocole	4 246 621	203 173	648 784	1 162 300	1 091 564	967 188	173 613

Ce protocole prévoit en outre un nantissement de la marque LAMARTHE au profit des banques signataires. Cette marque figure en actif incorporel pour un montant de 1.700 milliers d'euros.

Parallèlement, la Société a également obtenu fin mars 2009 un moratoire fiscal et social prévoyant l'étalement sur trois ans du remboursement de dettes fiscales et sociales pour un montant total de 840.000 euros.

L'incidence de ce moratoire sur les dettes fiscales et sociales existantes au 31 décembre 2008 s'analyse comme suit :

	Dettes au 31/12/08	<i>Echéancier de remboursement suite au moratoire</i>			
		2009	2010	2011	2012
TVA	412 130	103 033	137 377	137 377	34 344
Dettes sociales	116 070	29 018	38 690	38 690	9 673
Total	528 200	132 050	176 067	176 067	44 017

2. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est identique à celui retenu pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice précédent. Il comprend les sociétés suivantes :

Nom de la société	Activité	Pays et adresse	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle	Méthode de Consolidation
Lamarthe S.A. RCS 570 050 771	Distribution	19, avenue de l'Opéra 75001 Paris France	100 %	100 %	Société mère
Ossygeno S.r.l.	Fabrication	Interporto Area 7 40010 Bentivoglio Italie	100 %	100 %	Intégration globale
Lamarthe Espana s.l.	Distribution	Rda. Universitat, 33 08007 Barcelone Espagne	100 %	100 %	Intégration globale
Oxirom S.r.l.	Traitement à façon	P.TA Cibin 5 550197 Sibiu Roumanie	100 %	100 %	Intégration globale

Oxirom est détenue à 55% par Ossygeno S.r.l. et à 45% par Simest S.p.a.

Simest est une société contrôlée par le Ministère des Activités Productives d'Italie et a comme but de promouvoir des investissements italiens à l'étranger et de les soutenir techniquement et financièrement. La participation de Simest au capital a une durée de 7 ans jusqu'en juin 2011 et Ossygeno a un engagement de rachat de la participation de Simest. Compte tenu de la nature de portage financier de l'opération, la société Oxirom a été consolidée par intégration globale à 100%.

La date de clôture de la société mère et de ses filiales est le 31 décembre.

3. Règles comptables et méthodes d'évaluation

A. Principes généraux

Les comptes consolidés au 31 décembre 2008 et les comptes consolidés au 31 décembre 2007 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur en France, et notamment le règlement 99-02 du Comité de réglementation comptable du 29 avril 1999.

Lamarthe étant cotée sur le marché régulé Alternext, le groupe n'a pas d'obligation d'établir des comptes consolidés sous le référentiel IFRS ; le référentiel français a été retenu par Lamarthe.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques et les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

Toutefois, suite à un changement de réglementation comptable en Espagne, les frais d'établissement sont désormais comptabilisés en charges de l'exercice. S'agissant d'un changement comptable, le montant à l'ouverture net d'impôt a été comptabilisé en moins des capitaux propres.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées, de même que les résultats internes au groupe.

En 2008, il a été décidé d'activer les frais relatifs à la conception de nouvelles lignes et de modèles. Ces frais comprennent : les traitements et salaires affectés à la recherche et développement, les coûts matières, prestations externes et des coûts indirects.

B. Méthode de conversion

Les comptes d'Oxirom (sous-traitance en Roumanie) sont convertis au cours de clôture pour le bilan et au cours moyen pour le compte de résultat.

1 EURO	31/12/2008	31/12/2007
Cours de clôture (RON)	3.9852	3.6102
Cours moyen (RON)	3.6827	3.33

C. Ecart d'acquisition

Lors de la première consolidation d'une filiale, l'écart de première consolidation (différence entre le prix d'acquisition et la quote-part des capitaux propres retraités de la société à la date d'acquisition) est affecté en priorité aux postes appropriés du bilan consolidé en fonction de la valeur d'entrée des éléments identifiables. L'écart résiduel est

affecté au poste écart d'acquisition.

L'écart de première consolidation d'Ossygeno a été affecté à la marque Lamarthe. Un impôt différé passif a été calculé et comptabilisé sur la valeur de la marque.

L'écart de première consolidation de Lamarthe Espana SI a été enregistré en écart d'acquisition. Cet écart est amorti selon le mode linéaire sur une durée de 10 ans.

Conformément au règlement 99-02 du CRC, le Groupe procède à des tests d'évaluation de ses écarts d'acquisition. Ces tests sont réalisés au moins une fois par an lors de la clôture des comptes et lors de la survenance d'indicateurs internes ou externes remettant en cause leur valeur nette comptable. Un amortissement exceptionnel est constaté, le cas échéant, afin de ramener ces derniers à leur juste valeur.

D. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Comme indiqué ci-dessus, lors de l'acquisition d'Ossygeno, la marque Lamarthe a été enregistrée en immobilisation incorporelle pour le montant de l'écart de première consolidation.

En ce qui concerne la valeur de la marque, celle-ci ne fait l'objet d'aucun amortissement. Un test de valeur d'utilité fondé sur les avantages futurs attendus de son utilisation est effectué à chaque arrêté des comptes pour vérifier que cette valeur est toujours justifiée. Plus précisément, le test de valeur consiste à déterminer le montant des redevances futures que percevrait le titulaire de la marque s'il avait consenti une licence à un tiers sur la durée de vie estimée de la marque. Elle est basée sur le chiffre d'affaires prévisionnel auquel est appliqué un taux de redevances après impôt. Les redevances ainsi obtenues sont actualisées au coût moyen du capital.

Durée d'amortissement	Désignation
5 ans	Recherche et développement
10 ans	Dépôts et concessions de marques
5 ans	Film institutionnel
3 ans	Logiciel
5 ans	Autres immobilisations incorporelles

Le droit au bail n'est pas amorti. Cet actif incorporel a une durée de vie indéterminée. Un test de valeur d'utilité est effectué à chaque clôture pour vérifier que cette valeur est toujours justifiée.

E. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue ; aucune valeur résiduelle n'a été retenue.

Durée d'amortissement	Désignation
40 ans	Terrains / constructions
4 à 8 ans	Installations générales, agencements, aménagements divers
7 ans	Matériel et outillage industriels
4 ans	Matériel de transport
5 ans	Matériel de bureau
8 ans	Mobilier de bureau

Le groupe applique la méthode préférentielle prescrite par la réglementation française en inscrivant à l'actif de son bilan les biens exploités au travers des contrats de crédit-bail et assimilés. Ces contrats de location sont qualifiés de location-financement et font l'objet d'un retraitement dans les comptes consolidés lorsqu'ils ont pour effet de transférer au groupe LAMARTHE la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. Les biens concernés correspondent aux agencements de magasins.

La valeur vénale du bien à la date de la signature du contrat est comptabilisée en immobilisations corporelles et un amortissement est constaté sur la durée de vie du bien. La dette correspondante est inscrite au passif avec enregistrement des intérêts financiers y afférents et le loyer de la redevance de crédit-bail est annulé au compte de résultat.

A la différence des contrats de location-financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers dans le poste « Autres charges d'exploitation ».

F. Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont valorisées au coût historique d'acquisition. Elles sont dépréciées lorsque la situation du débiteur laisse apparaître une probabilité de non recouvrement.

G. Stocks

Les matières premières sont valorisées à leur coût de revient complet qui comprend le prix d'achat majoré de frais d'approche amont (transport, frais de douane et logistique achat).

Les encours de production sont valorisés au prix de revient des matières premières utilisées ; aucun coût de fabrication n'est intégré dans la valorisation des encours.

Les produits finis sont valorisés à leur prix de revient de fabrication comprenant les charges directes de production ainsi qu'une quote-part des charges indirectes directement affectables à la production. Les produits finis sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré.

Une dépréciation est le cas échéant comptabilisée lorsque le prix de vente estimé est inférieur au prix de revient.

La marge interne sur les stocks réalisée entre les sociétés du groupe est éliminée dans les comptes consolidés et donne lieu à comptabilisation d'un impôt différé.

H. Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provisions pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

I. Charges constatées d'avance

Les charges enregistrées au cours de l'exercice et se rapportant à l'exercice suivant sont comptabilisées en charges constatées d'avance prorata temporis.

Ces frais comprennent principalement les coûts de conception des campagnes publicitaires relatives aux collections printemps - été 2009 et automne – hiver 2009.

Les charges constatées d'avance comprennent également un droit d'entrée d'une valeur de 270.127 euros versé lors de la prise de la boutique de la rue des Rosiers qui est rapporté au résultat sur la durée du bail.

J. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges correspondent :

- aux indemnités de départ comptabilisées dans les comptes sociaux de la filiale italienne qui sont dues à l'organisme chargé de la liquidation de ces indemnités,
- aux impôts différés passifs portant essentiellement sur l'écart d'évaluation inscrit à l'actif relatif à la marque.

Les indemnités de fin de carrière des salariés français, ne sont pas provisionnées et sont mentionnées dans les engagements hors bilan. Le Groupe n'applique donc pas la méthode préférentielle prévue par le règlement 99-02 du CRC qui vise à provisionner ces indemnités dans les comptes consolidés. Si cette méthode préférentielle avait été appliquée, les capitaux propres à la clôture de l'exercice seraient diminués de 132 milliers d'euros, l'incidence sur le résultat de l'exercice étant non significatif.

K. Traitement des impôts différés

Les impôts différés sont calculés par entité fiscale selon la méthode du report variable. Les impôts différés sont évalués en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture dans les pays concernés. Les impôts différés actifs ne sont constatés sur des pertes fiscales reportables que s'il est probable que les entités pourront les récupérer sur un horizon de temps déterminé.

Des impôts différés actifs ou passifs ont été calculés et enregistrés sur les retraitements de consolidation et sur les décalages temporaires.

L. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend les ventes d'articles de maroquinerie à des détaillants ou à des clients directs en magasins.

Le chiffre d'affaires est généré lors de la livraison ferme aux détaillants ou de la vente aux clients directs.

Le groupe n'a qu'un seul secteur d'activité : la vente d'articles de maroquinerie.

M. Charges et produits exceptionnels

Les charges ou produits exceptionnels résultent d'évènements ou d'opérations clairement distincts des activités ordinaires de l'entreprise et qui ne sont pas, en conséquence, censés se reproduire de manière fréquente ni régulière.

N. Impôts

Les impôts différés au bilan ont été comptabilisés en contrepartie dans le compte impôt au compte de résultat.

O. Résultat par action

Le résultat net consolidé par action est obtenu en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Pour le calcul du résultat net dilué, le résultat net part du groupe de l'exercice et le nombre moyen pondéré d'actions sont ajustés de l'incidence maximale de la conversion des éléments dilutifs en actions ordinaires. Est donc intégrée au calcul du résultat par action l'incidence de l'émission future éventuelle d'actions y compris celles résultant de la conversion d'instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante. L'incidence à la baisse due à l'existence d'instruments pouvant donner accès au capital est déterminée en retenant l'ensemble des instruments dilutifs émis, quel que soit leur terme et indépendamment de la probabilité de conversion en actions ordinaires, et en excluant les instruments relatifs.

P. Options de souscription d'actions

Conformément aux principes comptables français, la charge correspondant à l'avantage accordé aux bénéficiaires de plans d'options de souscription d'actions, à savoir la différence entre le prix d'exercice et la valeur de l'action à la date d'attribution, n'est pas comptabilisée. L'augmentation de capital est constatée pour le prix d'exercice lors de la levée de l'option par le bénéficiaire

Q. Affacturage

La société procède à l'affacturage d'une partie de ses créances clients. Compte tenu de la nature des contrats d'affacturage qui prévoit le transfert de la propriété des créances au factor dans le cadre d'une subrogation, les créances cédées sont sorties du bilan. Le montant des créances cédées non garanties par le factor et non échues à la date de clôture figure dans les engagements hors bilan.

4 NOTES SUR LE BILAN

4.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

BRUT (en K€)	31.12.07	Acquisitions 2008	Cessions 2008	31.12.08
ECART D'ACQUISITION	98			98
FRAIS D'ETABLISSEMENT	2			2
RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	384	1 109	-243	1 250
MARQUES	1 700			1 700
DEPOTS, CONCESSIONS de MARQUES	213	23		236
FILM PUBLICITAIRE	538			538
DROIT AU BAIL	186			186
DROIT D'ENTRÉE	76		-76	0
LOGICIEL	123	2		125
AUTRES INCORPORELLES	281	257	-46	492
AVANCES ET ACOMPTES	248	-248		0
TOTAL	3 849	1 143	-365	4 627

AMORTISSEMENT (en K€)	31.12.07	Dotations	Reprises	31.12.08
ECART D'ACQUISITION	40	10		50
FRAIS D'ETABLISSEMENT	2			2
RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	108	136	-97	147
MARQUES	0			0
DEPOTS, CONCESSIONS de MARQUES	72	38		110
FILM PUBLICITAIRE	116	108		224
DROIT AU BAIL	14	13		27
DROIT D'ENTREE	7		-7	0
LOGICIEL	122	1		123
AUTRES INCORPORELLES	120	116	-46	190
TOTAL	601	422	-150	873

NET (en K€)	31.12.2008		
	Brut	Amort.	Net
ECART D'ACQUISITION	98	50	48
FRAIS D'ETABLISSEMENT	2	2	0
RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	1 250	147	1 103
MARQUES	1 700		1 700
DEPOTS, CONCESSIONS de MARQUES	236	110	126
FILM PUBLICITAIRE	538	224	314
DROIT AU BAIL	186	27	159
DROIT D'ENTREE	0	0	0
LOGICIEL	125	123	2
AUTRES INCORPORELLES	492	190	302
AVANCES ET ACOMPTES	0		0
TOTAL	4 627	824	3 754

La différence de première consolidation a été déterminée à partir de comptes pro forma au 30 juin 2005 et a été comptabilisée en écart d'évaluation de la marque Lamarthe pour un montant de 1 700 K€ pour le sous-groupe Ossygeno et Oxirom et en écart d'acquisition pour Lamarthe Espana.

4.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

BRUT (en K€)	31.12.07	Acquisitions 2008	Cessions 2008	31.12.08
TERRAINS / CONSTRUCTIONS	0	1 952		1 952
AGENCEMENTS	2 624	475	-58	3 041
MATERIELS INDUSTRIELS	628	90	-8	710
MATERIELS DE BUREAU ET INFORMATIQUE	115	2		117
MOBILIERS DE BUREAU	60			60
MATERIELS DE TRANSPORT	6		-3	3
AVANCES, IMMOS EN COURS	130	-23		107
TOTAL	3 563	2 496	-69	5 990

AMORTISSEMENT (en K€)	31.12.07	Dotation	Reprise	31.12.08
TERRAINS / CONSTRUCTIONS	0	19		19
AGENCEMENTS	1 091	431	-58	1 464
MATERIELS INDUSTRIELS	190	107	-11	286
MATERIELS DE BUREAU ET INFORMATIQUE	66	12		78
MOBILIERS DE BUREAU	48	2		50
MATERIELS DE TRANSPORT	2	1	-2	1
AVANCES, IMMOS EN COURS				
TOTAL	1 397	572	-71	1 898

NET (en K€)	31.12.08		
	Brut	Amort.	Net
TERRAINS / CONSTRUCTIONS	1 952	19	1 933
AGENCEMENTS	3 041	1 464	1 577
MATERIELS INDUSTRIELS	710	286	424
MATERIEL DE BUREAUX ET INFORMATIQUE	117	78	39
MOBILIER DE BUREAU	60	50	10
MATERIEL DE TRANSPORT	3	1	2
AVANCES, IMMOS EN COURS	107	0	107
TOTAL	5 990	1 898	4 092

L'acquisition terrains/constructions concerne l'achat du bâtiment en Roumanie.

Le poste agencements concerne essentiellement les agencements des boutiques en propre ou des « corners » des grands magasins. Les agencements acquis en crédit bail s'élèvent à 521 K€ en valeur nette.

4.3 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

En K€	31.12.07	Augmentation	Diminution	31.12.08
Dépôts et cautionnements	214	39		253
TOTAL	214	39		253

4.4 STOCKS

En K€	31/12/2008	31/12/2007
Stocks bruts	7 596	9 305
<i>dont :</i>		
<i>matières premières</i>	1 782	2 393
<i>produits en cours</i>	286	106
<i>produits finis</i>	5 528	6 804
Provision pour dépréciation des stocks	0	-50
TOTAL STOCKS NETS	7 596	9 253

4.5 CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

En K€	31/12/2008	31/12/2007
Créances clients brutes	3 220	2 722
Provisions sur comptes clients	-140	-60
TOTAL	3 080	2 662

Les créances clients sont toutes à échéance de moins d'un an, à l'exception des créances douteuses qui s'élèvent à 162 milliers d'euros.

4.6 AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

En K€	31/12/2008	31/12/2007
TVA déductible	286	230
Etat IS	255	24
Personnel	30	4
Créance Finduck/Plastimoda	789	647
Compte courant Galiléo	295	487
Compte courant Copernico	208	1 001
Fournisseurs débiteurs	157	28
Acomptes fournisseurs	1	2
Avoirs à recevoir	1	120
Remboursement d'assurances	131	134
Créances d'affacturage	301	313
Débiteurs divers	220	215
Impôts différés actifs (a)	2 670	1 104
Charges constatées d'avance (b)	745	1 114
TOTAL	6 089	5 422

Les autres créances sont à échéance moins d'un an à l'exception des impôts différés actifs (cf. infra).

(a) IMPÔTS DIFFERES ACTIFS

En K€	31/12/2008	31/12/2007
Marge sur stock	73	6
Décalages temporaires	102	9
Déficits fiscaux	2 495	1 089
<i>concernant :</i>		
<i>Lamarthe</i>	1 722	973
<i>Ossygeno</i>	588	8
<i>Lamarthe Espagne</i>	152	71
<i>Oxirom</i>	33	37
TOTAL	2 670	1 104

Le Groupe a procédé à l'activation de l'ensemble des déficits fiscaux reportables au 31 décembre 2008 car il estime avoir de sérieuses chances de les récupérer sur un horizon à 5 ans (période 2009-2013) compte tenu de son business plan.

(b) CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

En K€	31/12/2008	31/12/2007
Frais de collection	358	707
Locations et charges locatives	281	307
Assurances	22	14
Autres charges constatées d'avance	84	86
TOTAL	745	1 114

4.7 DISPONIBILITES

En K€	31/12/2008	31/12/2007
Banques	179	805
Autres valeurs à l'encaissement	23	13
Caisse	9	16
TOTAL	211	834

4.8 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En K€	Capital	Prime d'émission	Réserves consolidées	Résultat net consolidé	Ecart de conversions	Total des capitaux propres
Situation au 31/12/07	681	3 867	5 081	-410	-12	9 207
Augmentation capital	148	1 386				1 534
Imputation (net d'impôts) des frais d'augmentation de capital		-73				-73
Changement de méthode comptable (filiale Espagnole)			-46			-46
Affectation du résultat 2007			-410	410		0
Variation des écarts de conversion					-29	-29
Résultat du groupe 2008				-3 526		- 3 526
Situation au 31/12/08	829	5 180	4 625	- 3 526	-41	7 067

CAPITAL POTENTIEL

Tableau de dilution potentielle du capital	
<i>Nature</i>	<i>Options de souscription d'actions</i>
Date d'assemblée	28/03/2006
Date du conseil d'administration	01/06/2006
Nombre d'actions pouvant être souscrites	110 000
Prix de souscription des actions (€)	12
Nombre d'actions pouvant être souscrite par les mandataires sociaux	61 000
Point de départ d'exercice	01/07/2008
Date d'expiration	30/06/2012
Modalités d'exercice	50% à compter du 01/07/2008 25% à compter du 01/07/2009 25% à compter du 01/07/2010
Nombre d'options exercées	0
Nombre d'options caduques	5 000
Nombre d'options en vie	105 000
<i>Augmentation de capital potentielle :</i>	
- en nombre d'actions	105 000
- en valeur	42 000

4.9 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

En K€	31/12/2008	31/12/2007
Provision pour indemnités de départ	172	196
Impôts différés passifs (a)	597	493
TOTAL	769	689

Les impôts différés passifs ne transitent pas par des comptes de mouvements de provisions mais par le compte « impôt sur les sociétés ».

(a) IMPÔTS DIFFERES

En K€	31/12/2008	31/12/2007
Ecart d'évaluation marque	459	459
Autres retraitements de consolidation	138	34
TOTAL	597	493

4.10 EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

En K€	31/12/2008	31/12/2007
Banques	4 571	3 422
Emprunts	6 134	5 772
<i>dont leasing</i>	406	478
<i>dont emprunt auprès des banques</i>	5 593	5 159
<i>Autres (Simest)</i>	135	135
TOTAL	10 705	9 194

VENTILATION PAR ECHEANCE DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

En K€	TOTAL	<1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Banques	4 571	2 641	1 876	54
Emprunts	6 134	1 045	4 969	120
<i>dont leasing</i>	406	151	255	
<i>dont emprunt auprès des banques</i>	5 593	894	4 579	
<i>Autres (Simest)</i>	135		135	
TOTAL	10 705	3 686	6 845	174

La ventilation par échéance tient compte du rééchelonnement de la dette indiquée au paragraphe « événements postérieurs à la clôture ».

4.11 AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION

En K€	31/12/2008	31/12/2007
Fournisseurs d'immobilisations	37	45
Clients créditeurs	445	86
Dettes de personnel	174	120
Dettes fiscales et sociales	1 386	885
Créditeurs divers	25	24
Produits constatés d'avance et autres comptes de régularisation	494	191
TOTAL	2 561	1 351

Les autres dettes sont à échéance de moins d'un an pour un montant de 2.165k€ et d'un an à 5 ans pour un montant de 396k€. La ventilation par échéance tient compte du rééchelonnement des autres dettes.

5 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1 CHIFFRE D'AFFAIRES

En K€	31/12/2008	31/12/2007
France	5 551	5 888
Allemagne	530	896
Espagne	5 139	5 885
Grande-Bretagne	930	1 036
Italie	1 321	610
Portugal	77	139
Suisse	234	155
Autre Europe	735	620
Asie	62	110
Etats-Unis	218	511
Autres	279	424
TOTAL	15 076	16 274

5.2 AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

En K€	31/12/2008	31/12/2007
Refacturation à Copernico / Galiléo		573
Remboursements de l'assurance	15	5
Reprises de provisions sur comptes clients	42	
Produits divers	205	34
TOTAL	262	612

5.3 ACHATS CONSOMMES

En K€	31/12/2008	31/12/2007
Variation des stocks de matières premières, consommables et autres	613	-131
Variation des stocks de produits en cours et finis	-164	-1 560
Achats de matières premières	2 351	3 595
Achats de consommables	145	229
Achats de marchandises	1 221	1 355
Autres achats	52	26
TOTAL	4 218	3 514

5.4 CHARGES DE PERSONNEL

En K€	31/12/2008	31/12/2007
Salaires et traitements	4 057	3 975
Charges sociales	1 312	1 285
Autres charges de personnel	96	68
TOTAL	5 465	5 328

5.5 AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

En K€	31/12/2008	31/12/2007
Frais d'exploitation (sous-traitance, entretien, redevance, etc.)	1 795	1 782
Frais de publicité et honoraires	1 701	1 127
Frais de transport, de mission et de télécommunication	1 377	1 511
Commissions	955	1 312
Charges de location	1 162	1 052
Autres charges d'exploitation	341	336
TOTAL	7 331	7 120

5.6 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS

En K€	31/12/2008	31/12/2007
Amortissements sur immobilisations incorporelles	412	272
Amortissements sur immobilisations corporelles	572	479
Dépréciations clients douteux	71	43
Dépréciations sur stocks	0	51
TOTAL	1 055	845

5.7 RESULTAT FINANCIER

En K€	31/12/2008	31/12/2007
Produits financiers divers	338	48
Charges financières	- 1 333	-692
<i>dont :</i>		
<i>intérêts sur découverts bancaires et sur emprunts</i>	718	479
<i>différences de change négatives</i>	512	81
<i>frais d'affacturage</i>	70	66
<i>autres</i>	33	66
RESULTAT FINANCIER NET	- 995	-644

5.8 RESULTAT EXCEPTIONNEL

En K€	31/12/2008	31/12/2007
Produits sur cessions d'immobilisations		
Résultat sur opérations de gestion	- 1 364	-37
Dépréciation exceptionnelle des créances		
TOTAL	- 1 364	-37

Dont 1.051k€ en charges exceptionnelles, déstockage des matières premières suite au transfert des stocks en Roumanie, et 313k€ de dépréciation de stock, frais de développement sur un contrat de licence (marque Billionnaire) arrêté en 2008.

5.9 IMPÔT SUR LE RESULTAT

En K€	31/12/2008	31/12/2007
Impôt exigible	-140	51
Impôt différé	- 1 434	-243
TOTAL	- 1 574	192

RECONCILIATION IMPOT THEORIQUE ET IMPOT EFFECTIVEMENT ACQUITTE

En K€	31/12/2008
Résultat net des sociétés intégrées	- 3 516
Charge d'impôt	- 1.574
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	- 5 090
Impôt théorique au taux de 33,33 %	- 1 696
Ecart de taux d'impôt	112
Economies d'IS non activées sur déficits de l'exercice IS sur différences permanentes (charges non déductibles, produits non imposables)	10
Impôt effectivement constaté	- 1 574

6 Autres informations

6.1 Effectif moyen

	2008	2007
Cadres	13	15
Agents de maîtrise, techniciens	1	1
Employés	423	284
Total	437	300

Augmentation des effectifs suite à l'ouverture d'une deuxième usine en Roumanie

6.2 Rémunération des organes d'administration et de direction

Les membres du conseil d'administration ont perçu en 2008 des jetons de présence pour 10 milliers d'euros. Les rémunérations versées aux membres du conseil d'administration sont de 362 milliers d'euros pour 2008.

6.3 Engagements hors bilan

- Engagement vis-à-vis du personnel.

Le groupe n'a pas d'engagement en matière de retraites mais seulement au titre des indemnités de départ à la retraite.

Les indemnités de départ sont comptabilisées en compte provision pour risques et charges pour la société italienne Ossygeno cet engagement étant dû à un organisme chargé de la liquidation de ces indemnités.

Les sociétés Lamarthe España SI et Oxirom (Roumanie) n'ont pas d'engagement en matière de départ à la retraite.

L'engagement pour Lamarthe S.A. est indiqué uniquement en engagement hors bilan. Il est tenu compte, pour le calcul de cet engagement, des charges sociales et fiscales aux taux actuellement en vigueur.

Cet engagement a été déterminé par une méthode actuarielle tenant compte de l'évolution moyenne des salariés, de l'âge, de l'ancienneté, de l'espérance de vie et de la probabilité de présence des salariés dans la société à la survenance de l'âge de la retraite.

Il a été calculé pour l'ensemble des salariés de Lamarthe S.A. et correspond aux droits acquis par ces salariés à la clôture de l'exercice.

Le montant résultant de ce calcul est de 132 milliers d'euros.

- Tableaux de synthèse

Engagements financiers donnés

en K€	31/12/2008	31/12/2007
Cautions de contre-garantie sur marchés		
Créances cédées non échues	783	748
Nantissement de fonds de commerce	3 220	680
Avals, cautions et garanties données *	3 182	3 036
Autres engagements financiers		-
	7 181	4 464

* cautions données au profit des banques en garantie des emprunts bancaires

Engagements financiers reçus

en K€	31/12/2008	31/12/2007
Caution bancaire de COPERNICO	0	1 958

Dans le cadre du Droit Individuel à la Formation institué par la loi du 4 mars 2004 (promulguée le 7 mai 2004, date de début des droits), les salariés français ayant au moins un mois d'ancienneté bénéficient d'un capital de temps de formation qu'ils peuvent utiliser de 20 heures minimum par an sur 6 ans au plus, plafonné à 120 heures au total. Au 31 décembre 2008, le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis et non utilisés au titre du DIF par les salariés de la société s'élève à 2.399 heures.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autres engagements hors bilan significatifs ou qui pourraient le devenir dans le futur.